

DOSSIER DE PRESSE - ECOLO EUROPE

L'Union Européenne, vecteur de la transition écologique, solidaire et démocratique : c'est possible !

Dans un monde où nous, européen-ne-s ne représentons collectivement qu'un peu plus de 5% de la population du monde, agir ensemble est une condition nécessaire pour que nous retrouvions notre souveraineté, c'est à dire notre capacité de décider et d'agir sur notre présent et de construire notre avenir commun. Bouleversement climatique, explosion des injustices, asile et migration, puissance des multinationales, enjeux géopolitiques et sécuritaires... nombreux sont les défis dont la réponse dépasse la capacité de n'importe quel Etat-membre de l'Union Européenne. Le repli sur soi nationaliste n'est pas une réponse aux désordres du monde.

Européens convaincus, nous partageons cependant le dépit et parfois la colère de celles et ceux qui ne se reconnaissent plus dans une Union Européenne graduellement devenue le véhicule de l'adaptation de nos pays à la mondialisation néo-libérale. Dérégulation, flexibilisation du marché du travail, relégation des interlocuteurs sociaux, traités de libre-échange taillés sur mesure pour les multinationales, concurrence fiscale et sociale... sont devenus les ingrédients principaux des politiques menées par l'Union. A rebours des valeurs affirmées à l'article 2 du Traité de l'UE, à commencer par la dignité humaine, celle de tous les humains, présents et à venir.

Mais ne jetons pas le bébé du projet européen avec l'eau du bain néo-libéral. L'orientation néo-libérale des politiques de l'Union trouve certes un ancrage dans les traités, mais résulte d'abord et avant tout du fait que les majorités présentes au Parlement, au Conseil et dès lors à la Commission s'inscrivent peu ou prou dans cette idéologie. Une révision des traités s'impose, car ils contiennent des dispositions dont l'inspiration idéologique est indiscutablement néo-libérale. Mais n'attendons pas une hypothétique unanimité qui permette de les réviser : réorienter les politiques économiques de l'Union, la politique agricole commune, imposer la transparence comptable aux multinationales, jouer la coopération plutôt que la compétition en matière fiscale et sociale, bannir les perturbateurs endocriniens et autres poisons... tout cela et tant d'autres choses n'exigent pas un changement des traités mais bien d'autres majorités. Notre ambition est de les bâtir, au Parlement Européen et dans les Etats-membres.

Une Europe plus durable – la transition écologique

Le 7 septembre dernier, plus de 200 scientifiques se réclamant de diverses disciplines signaient une lettre ouverte publiée dans plusieurs quotidiens européens. Dans cette tribune, ils plaidaient pour une rupture avec le modèle économique axé sur la croissance économique et la compétitivité, et dénonçaient les ravages de ce système tant sur le plan environnemental (épuisement des écosystèmes, changements climatiques, extinction des espèces, dont la nôtre !) que sur le plan social (explosion des inégalités, repli identitaire...).

La croissance économique est en chute graduelle mais constante depuis les années 70 et l'OCDE annonçait en 2014 que dans les pays riches, elle s'établirait à un demi-pourcent par an d'ici 2050.

Or, si «gouverner, c'est prévoir», en tant que responsables politiques, il est de notre devoir d'anticiper les implications de cette baisse structurelle et d'en tirer les conséquences pour garantir l'intérêt général. En effet, aujourd'hui, le paiement des pensions ou du chômage, le remboursement des dettes publiques mais aussi privées (lesquelles sont deux fois plus élevées que les premières) reposent sur la croissance. Au nom de la justice et de la paix sociales, il serait donc irresponsable de notre part de ne pas chercher des alternatives à cette impasse qui, de plus, donne, des ailes à tous les extrêmes. Pour le climat, libérons-nous de la croissance : le toujours plus nous mène dans le mur.

Pour y parvenir, l'Union Européenne doit se saisir du défi et évaluer les implications d'un tarissement de la croissance sur notre modèle économique et social en identifiant les changements organisationnels et législatifs à opérer en conséquence.

Nous voulons que l'Union Européenne fasse de la transition (en particulier énergétique) son projet central et mobilise tous ses moyens à la fois réglementaires et financiers - budget, Banque Européenne d'Investissement - au service de ce projet. Plus aucune réglementation, plus aucun euro de l'UE ne peut encourager ce qui s'oppose à la transition. Nous sommes convaincus que la prospérité de l'UE dépend de sa capacité à être un leader mondial de la transition.

Nous voulons que l'ensemble des politiques européennes remettent le principe de précaution à l'avant-plan. La maximisation de l'efficacité va toujours au détriment de la résilience, c'est à dire de la capacité de nos sociétés à résister à des perturbations et à des bouleversements.

Nous voulons convertir le pacte de stabilité et de croissance à l'origine de la consolidation budgétaire permanente en un Pacte de Transition Écologique et Solidaire qui réinvente nos modèles de production et de consommation, notre protection sociale et notre fiscalité.

Une Europe plus juste – la transition solidaire

Il y a une incompatibilité totale entre la mondialisation néo-libérale telle que nous la connaissons et la transition écologique, solidaire et démocratique. Entre les deux, il faut choisir. On ne peut pas d'un côté dire que nous allons appliquer le CETA et les traités de libre échange comme on les connaît, que nous allons continuer à exploiter les hydrocarbures, garder notre modèle agricole, faire des centres commerciaux partout sur le territoire ET en même temps réaliser la transition. Le « en même temps, en même temps » de Macron, c'est impossible. A un moment il faut choisir.

Aujourd'hui, on n'est même plus dans une économie de marché, on est dans une société de marché. Dès l'instant où on marchandise le travail humain, la nature et l'argent, nous soumettons toute la vie à la logique de marché, celle qui voit dans la maximisation du profit immédiat la mesure de toute chose : la nature et les humains sont asservis à l'économie, qui elle même est asservie à la finance.. C'est cette logique qu'il faut inverser. Autrement dit, nous les écologistes, nous voulons remettre la finance au service de l'économie et l'économie au service de la dignité et du développement humain, dans l'absolu respect des limites de la planète.

Nous voulons que l'Union Européenne privilégie la cohésion sociale dans la conduite de ses politiques. En particulier, plutôt que de rechercher à tout prix la maximisation de la compétitivité prix (comprenez la compression des salaires) et la mise sous pression des services publics, ses recommandations aux Etats-membres doivent être drastiquement réorientées afin d'assurer une prospérité partagée à tous ses habitants.

Nous voulons une Union Européenne qui rejette la concurrence au profit de la coopération en matière fiscale. Transparence des stocks et des flux financiers, coordination de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, harmonisation fiscale et convergence des taux, à commencer par l'impôt des sociétés : voilà les chantiers prioritaires qui, lorsqu'ils ne requièrent pas simplement une majorité, peuvent être lancés par une coalition d'Etats volontaires.

Nous voulons une Union Européenne qui rejette la concurrence au profit de la coopération en matière sociale. Coordination de la lutte contre la fraude sociale des entreprises, instauration d'un revenu plancher au niveau européen, mise en place d'une réassurance chômage européenne... sont les ingrédients d'une telle réorientation. Le pilier européen de droits sociaux doit passer de la déclaration d'intention à l'établissement de droits garantis pour tou-te-s.

Nous voulons une réorientation totale de la politique commerciale de l'Union Européenne. Si l'Europe ne doit pas s'isoler du reste du monde, il est incontestable que les flux du commerce international ne font qu'accroître notre impact écologique. L'objet de traités commerciaux ne peut donc plus être de les faire augmenter. Au contraire, l'objectif de la politique commerciale doit devenir la convergence réglementaire vers le haut, autrement dit faire en sorte que les standards sociaux, environnementaux, sanitaires, démocratiques les plus élevés deviennent la norme. Nous parlons donc bien d'un virage à 180°.

3/5

Une Europe de tous et pour tous – la transition démocratique

L'histoire nous apprend que souvent, les crises financières et économiques majeures sont suivies de l'émergence de régimes nationalistes et liberticides. Dans son voisinage immédiat et plus au loin, l'Europe est confrontée à des régimes de plus en plus autoritaires, voire dictatoriaux. Mais en son sein même, la démocratie recule : marginalisation des Parlements, inféodation de la justice à l'exécutif, asservissement des médias, restrictions aux libertés individuelles et mise en place d'une société de la surveillance, au nom de la lutte anti-terroriste sont des phénomènes observables non seulement en Hongrie ou en Pologne, mais dans beaucoup d'Etats-Membres. Quant aux institutions européennes, leur opacité permet aux lobbies d'exercer une influence intolérable sur les choix politiques, avec le consentement de trop nombreux élus.

Et à l'occasion d'un Sommet européen en juin dernier, les dirigeants européens ont enterré le droit d'asile en Europe : il est désormais quasiment impossible de déposer une demande d'asile sur le territoire européen. Loin de faire barrage à l'extrême-droite comme certains tentent encore de le prétendre, une majorité de chefs d'État et de gouvernement ont adopté des pans entiers de son programme. Ne nous y trompons pas : en faisant de la question de l'asile et des migrations le sujet central de leurs campagnes, ils cherchent à détourner l'attention de leurs politiques socio-économiques néo-libérales, menées au profit d'une minorité de la population.

Face à la complexité des défis de notre temps, le recours à l'homme (plus rarement à la femme !) providentiel ne peut être la réponse. Au contraire, plus que jamais la démocratie est indispensable, si elle sait devenir l'instrument de la mobilisation de notre intelligence et de notre créativité collective. Et à rebours du repli sur soi, nous faisons le pari de sociétés libres et ouvertes.

Nous voulons que l'Union Européenne redevienne la gardienne sourcilleuse de la démocratie, de l'Etat de droit et des libertés. Dans ce but, elle doit mobiliser tous les moyens à sa disposition pour mettre les Etats-membres sous pression - et pas seulement les « suspects habituels ». Elle se doit aussi de montrer l'exemple : transparence maximale imposée aux lobbies, imposition de contraintes aux géants de l'internet, en particulier sur le plan de la collecte de données personnelles, respect des initiatives citoyennes, respect des principes de nécessité et de proportionnalité dans toute législation portant atteinte aux droits individuels...

Nous voulons une Europe capable de prendre sa juste part dans l'accueil des réfugiés et migrants, parce qu'elle a aussi sa part dans les causes qui les forcent à quitter leur maison. La seule manière de priver les trafiquants d'êtres humains de leur business sordide est d'organiser des voies légales et sûres d'accès au territoire européen. Si la capacité d'accueil de nos sociétés n'est pas illimitée et si nous devons apprendre de nos échecs en termes de politiques d'intégration, nous sommes convaincus que l'Europe peut faire plus et mieux pour accueillir dignement.

Réaliser ce changement de paradigme exige de notre part de créer un rapport de force à la fois dans les institutions et dans la société. Nous voulons prendre en tenaille les intérêts particuliers entre, d'une part, les forces capables d'imprimer le changement dans les institutions, et, d'autre part, les forces capables de pousser pour ce changement dans la société.

C'est pour cette raison que, nous les Verts, actrices et acteurs de changement dans les institutions, voulons articuler notre action avec celles, multiples, des actrices et acteurs de changement dans la société. En ce sens, nous voulons être de ceux qui relient et relayent les citoyens engagés.

L'article 1 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme l'affirme : « tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. ». Cette promesse est encore loin d'être une réalité ; elle constitue la boussole de notre engagement politique. Une vie digne pour tou-te-s exige non seulement une planète habitable mais aussi des sociétés justes, libres et démocratiques. L'Union Européenne peut être un levier puissant pour réaliser cette ambition. A condition de le vouloir.

Plus d'infos ?

Pascal Devos, Directeur Communication Ecolo (0478/34.23.77)